



APPEL AUX AUTORITES DE LA CONFEDERATION: la Suisse doit prendre des mesures fortes contre l'Etat d'Israël !

Dans le quartier de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, les familles palestiniennes sont violemment expulsées de force de leurs logements avec le soutien de l'Etat d'Israël et de ses lois discriminatoires. Ce plan fait partie du projet israélien de renverser la balance démographique de la ville en y installant des colons sur des terres volées et illégalement prises de force.

L'occupation par l'Etat d'Israël de Jérusalem-Est, où se trouve le quartier de Sheikh Jarrah, n'est pas reconnue par la communauté internationale. Le rapport de force totalement inégal opéré par les forces de sécurité israéliennes sur des civils désarmés y a cours en totale impunité et en infraction du droit international. L'occupation illégale et les tentatives d'administration forcée de Jérusalem-Est depuis des années ne sauraient en effet y légitimer les activités violentes de l'Etat colonial israélien aujourd'hui.

Tandis que la population palestinienne proteste contre ces évacuations et le programme d'occupation en cours à Jérusalem-Est, l'armée d'occupation a répondu à ces doléances avec brutalité, notamment par l'assaut de la mosquée d'Al-Aqsa en plein Ramadan, blessant des centaines de personnes et empêchant l'accès aux lieux par la presse et les secouristes. Alors que les manifestations de solidarité avec Sheikh Jarrah se multiplient à travers le pays, celles-ci rencontrent systématiquement une répression violente et armée des forces coloniales d'occupation.

Si les événements de Sheikh Jarrah symbolisent la violence de la colonisation, il convient également de rappeler que le mode opératoire qui y est utilisé n'est pas chose nouvelle, ni ne saurait être traité comme un phénomène marginal au regard de l'histoire. La politique d'Apartheid menée par le gouvernement israélien dans les territoires palestiniens occupés s'accompagne de discriminations et de violences systémiques à l'égard de la population palestinienne dans son ensemble, en Israël, dans les territoires occupés, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Partout où des palestiniennes luttent pour leur vies, manifestent et se soulèvent contre l'opresseur, l'Etat israélien y voit une menace mortelle et l'escalade de la violence permet à l'occupant de commettre des crimes de guerre sous couvert de légitime défense. Le premier bilan des frappes sur Gaza à lui seul suffit à démontrer qu'Israël n'agit pas en position d'auto-défense puisque près de la moitié des personnes tuées sont des enfants!

Pour nous, il n'y a pas de «responsabilité partagée» dans le «conflit israélo-palestinien» mais bien un état colonial armé, oppresseur et ségrégationniste face à une population désarmée et discriminée de naissance de façon systématique. Solidaires de la lutte des palestiniennes pour leur droit à l'autodétermination et à leur vies, nous ne saurons tolérer plus longtemps les exactions du gouvernement israélien et de son armée.

Nous appelons les élu-es, les partis politiques, les organisations de la société civile et les individus à prendre position face aux violences coloniales abjectes et à l'apartheid qui a cours en Palestine et signer cet Appel. Du Conseil Fédéral, Nous exigeons un positionnement clair face à ces exactions qui ne seraient tolérées presque nulle part ailleurs dans le monde. Nous demandons par ailleurs aux autorités fédérales d'imposer les sanctions adéquates à l'Etat d'Israël dans le cadre de ses accords commerciaux et la suspension des transactions portant sur l'achat ou la vente d'armes et de matériel de guerre..

Face à de nouveaux crimes violents, nous ne pouvons demeurer silencieux-ses. C'est pour cette raison que nous invitons un maximum d'organisations, collectifs et personnes à signer cet Appel.

VIVE LA PALESTINE LIBRE !

Cet appel est soutenu par (état au 1/06/21):

BDS-Suisse, Association Suisse-Palestine (ASP), Centrale Sanitaire Suisse Romande, Collectifs Urgence Palestine Vaud et Genève, Collectif action Palestine Neuchâtel, décroissance-alternatives, Jeunes POP, Jeunesse solidaire, Justice et Paix en Palestine GFP, Mouvement pour le socialisme, Parti du Travail Genève, Solidarité internationale Suisse-Palestine, solidaritéS CH, Organisation socialiste des travailleurs, Fédération Libertaire des Montagnes, GSsA Genève

Les signatures seront déposées le 29 juin 2021 auprès des Services du parlement à Berne. Merci pour votre soutien!



SCAN & SIGN